

LES CONTENTIEUX DE L'AGENT JUDICIAIRE DE L'ÉTAT

Les procédures en demande

L'agent judiciaire de l'Etat intervient exclusivement devant les juridictions de l'ordre judiciaire, soit sur demande des administrations, soit lorsqu'il est appelé, dans le cadre du procès, par la juridiction saisie ou par l'une des parties (l'agent de l'Etat-victime par exemple).



L'agent judiciaire de l'Etat agissant comme organisme social de l'agent victime

Lorsqu'un agent de l'Etat subit un dommage corporel, l'Etat, en qualité d'organisme social, lui verse des prestations (traitements, frais médicaux et prestations d'invalidité). Il en demande le remboursement au tiers responsable et, le cas échéant, à son assureur.

L'action directe de l'Etat et son recours « subrogatoire » sont régis par les articles L. 825-1 et L.825-2 du code général de la fonction publique. L'AJE demande le montant des débours de l'Etat au responsable de l'accident dont l'agent est victime (accident de la circulation, aérien, fluvial, domestique, thérapeutique...), mais aussi lorsque l'agent est victime d'une agression dès lors que l'Etat a continué à lui verser sa rémunération.

Lorsqu'un fonctionnaire a été victime d'une agression dans l'exercice de ses fonctions, l'AJE dispose d'une action directe⁶ devant le juge répressif contre l'auteur des faits, ce qui lui permet, même en absence de demande de réparation de la victime, de solliciter le remboursement des débours de l'Etat.

Quelle que soit la procédure choisie (civile ou pénale), la victime doit obligatoirement appeler à la cause l'agent judiciaire de l'Etat, afin qu'il puisse faire valoir les droits de l'Etat. A défaut, l'AJE pourra demander la nullité du jugement sur le fond, pendant deux ans, à compter de la date à partir de laquelle ce jugement est devenu définitif, conformément à l'article L. 825-6 du code général de la fonction publique.

Les prestations recouvrables par l'Etat au titre de son action subrogatoire sont définies à l'article L. 825-4 du code général de la fonction publique (cf. liste en annexe).

⁶ cf. article L. 134-8 alinéa 2 et L. 825-2 du code général de la fonction publique.



L'agent judiciaire de l'Etat victime d'un préjudice causé par la commission d'une infraction

L'Etat, comme toute personne morale, peut se constituer partie civile devant les juridictions pénales, pour demander la réparation du préjudice (matériel notamment), résultant de la commission d'une infraction (article 2 du code de procédure pénale).

Il est donc amené à se constituer partie civile :

- dans des procédures pour détournement de fonds publics, pour dégradations de véhicules ou de bâtiments de l'Etat ;
- pour demander la réparation du préjudice moral subi par l'Etat (par exemple, lorsqu'un de ses agents a, du fait de son comportement, nui gravement à l'image et à l'autorité de l'Etat⁷).

L'agent judiciaire de l'Etat agissant en recouvrement des créances de l'Etat devant le juge judiciaire (hors matières domaniale et fiscale).

Lorsque l'Etat est titulaire d'une créance certaine dans son montant, liquide et exigible, il

peut émettre un titre exécutoire à l'encontre de son débiteur, en vertu du privilège du préalable (décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique).

Lorsque la créance de l'Etat ne présente pas ces caractères, l'émission d'un titre exécutoire n'est pas possible. L'AJE assigne alors le débiteur de l'Etat pour obtenir paiement de la somme due, devant les juridictions civiles, lorsqu'elles sont compétentes.

Il peut être recouru à cette procédure, même si la créance est liquide, certaine et exigible, car la Cour de cassation autorise la collectivité publique créancière à choisir entre les deux voies procédurales qui s'offrent à elle : soit émettre un titre, soit s'adresser au juge pour qu'il condamne le débiteur récalcitrant à s'acquitter de son obligation.

Les procédures en défense

L'agent judiciaire de l'Etat peut être assigné devant les juridictions judiciaires (tribunal judiciaire principalement), dans des domaines très divers.

⁷ Cass. crim., 10 mars 2004, pourvoi n° 02-85285 et Cass. crim., 4 mai 2006, pourvoi n° 05-81743.

Le contentieux des accidents causés par les agents de l'Etat

La loi n° 57-1424 du 31 décembre 1957 donne compétence exclusive aux tribunaux de l'ordre judiciaire en matière d'accident, quel que soit le véhicule responsable.

La responsabilité de l'Etat, représenté par l'agent judiciaire de l'Etat, est alors substituée à celle de son agent, auteur de l'accident dans l'exercice de ses fonctions. L'AJE indemnise les victimes selon les règles du droit commun en matière d'accident.

Le domaine des libertés publiques

L'AJE défend l'Etat lorsque sa responsabilité est mise en cause dans les domaines suivants :

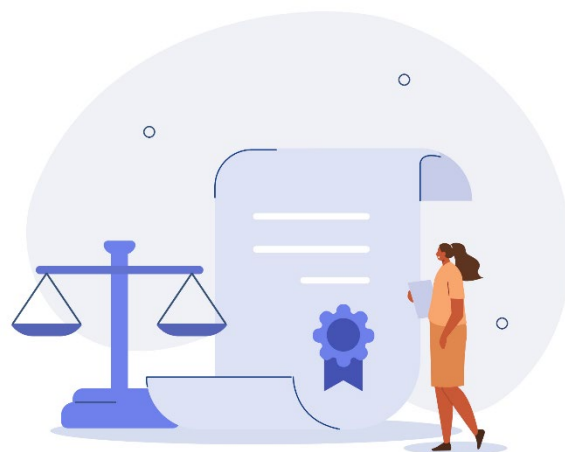
- pour fonctionnement défectueux du service public de la justice (art L. 141-1 du code de l'organisation judiciaire) ;
- pour les dommages causés par des activités de police judiciaire ;
- en cas de contestation des mesures de soins sans consentement par les personnes qui en ont directement fait l'objet sur le fondement des articles L. 3212-1 et suivants et L. 3213-1 et suivants du code de la santé publique ;
- pour les dommages résultant d'une voie de fait, telle que cette notion est définie par la juridiction administrative. Il s'agit des cas dans lesquels l'administration a, soit procédé à l'exécution forcée, dans des conditions irrégulières, d'une décision, même régulière, soit pris une décision manifestement insusceptible de se rattacher à un pouvoir appartenant à l'autorité administrative, ces situations portant une atteinte grave au droit de propriété ou à une liberté fondamentale ;
- pour fonctionnement défectueux du service de l'état civil. Il s'agit, par exemple, des demandes indemnitaires formées à la suite d'un refus injustifié du directeur des services de greffe judiciaires du tribunal judiciaire de délivrer un certificat de nationalité française ;

- pour fonctionnement défectueux du service des mesures de protection juridique (articles 412 et 422 du code civil) ;
- pour l'indemnisation des personnes qui ont fait l'objet d'une mesure de détention provisoire mais ont bénéficié d'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement, telles qu'elles sont prévues et définies par l'article 149 du code de procédure pénale.

Le contentieux social

L'AJE représente l'Etat en défense, devant le conseil des Prud'hommes et le pôle social du tribunal judiciaire spécialement désigné, dans les contentieux suivants :

- le contentieux lié à l'applicabilité du droit du travail ou du droit de la sécurité sociale pour les agents contractuels de l'Etat ;
- le contentieux lié au paiement par l'Etat des cotisations sociales dues pour ses collaborateurs occasionnels de droit privé ;
- le contentieux des maladies professionnelles et accidents du travail, et mise en cause de la responsabilité de l'Etat employeur pour faute inexcusable.



Le contentieux économique et financier

L'AJE représente l'Etat en défense dans les contentieux suivants :

- le contentieux né de contrats de droit privé conclus par l'Etat (litige lié à un contrat de location par exemple) ;

- le contentieux de la construction, lorsque l'Etat, intervenu comme maître d'œuvre, voit sa responsabilité recherchée par le maître d'ouvrage, personne de droit privé ;
- le contentieux lié aux droits de propriété intellectuelle de l'Etat ;
- le contentieux lié au droit des sociétés lorsque la responsabilité de l'Etat est recherchée du fait de ses fonctions d'administrateur d'une entreprise commerciale.

La contestation d'un titre de perception exécutoire

Tout titre de perception émis par l'Etat pour le recouvrement de ses créances, autres que les amendes et les créances fiscales ou domaniales, peut faire l'objet d'une contestation dans les conditions mentionnées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012.

Lorsque l'opposition concerne les modalités de recouvrement du titre (opposition à poursuites), le comptable public chargé du recouvrement assure la défense des intérêts de l'Etat.

Lorsque la contestation concerne l'existence de la créance ou son montant (opposition à exécution), l'agent judiciaire de l'Etat est seul compétent pour défendre l'Etat si la contestation est du ressort du juge judiciaire. L'AJE justifie alors du bien-fondé de la créance à l'origine du titre.

Lorsque l'opposition est portée devant le tribunal administratif, c'est au ministre ordonnateur d'assurer la défense des intérêts de l'Etat.



Le débiteur a la possibilité de contester le titre de perception devant le tribunal compétent (articles 117 et 118 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012).